



La coupe est franche. Précisément 95 961 028 €. Telle est la somme rayée des crédits du programme 131 du ministère de la Culture. Ce qui correspond à une diminution de 10 % du budget alloué à la création artistique en France. Cette décision qui entre dans le cadre du plan d'économie de 10 milliards en 2024 du gouvernement français a plongé le milieu culturel dans une plus grande anxiété. La crainte était déjà là. La crise sanitaire a fragilisé tout un secteur. L'inflation aussi. Il n'en fallait pas moins pour plonger tout un écosystème dans une crise. Parce qu'il y aura des conséquences aux niveaux financier, social et artistique. Entretien avec Nicolas Dubourg, président du [Syndeac](#) (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), et du [théâtre de La Vignette](#) à Montpellier.

### **D'où viennent précisément les inquiétudes aujourd'hui ?**

Le constat de départ est le même. Nous sommes dans une situation de sous-financement qui se traduit depuis 2023 par une situation de baisse de l'activité dans la plupart des salles publiques. Nous avons les premiers retours : 60 % d'entre

elles ont présenté un budget en déficit. L'analyse reste la même aussi. Tout s'est accentué pendant la période Covid. Nous avons subi une augmentation des coûts, une stagnation de la fréquentation et une régression des subventions. Il y a maintenant un besoin urgent de refinancement. Cela détruit des emplois et appauvrit la diversité artistique. De plus en plus de propositions vont être regardées à l'aune de leur rentabilité.

**Une diminution de 10 % des crédits alloués à la création, c'est une somme conséquente.**

Et ce n'est que le premier décret. À la suite de cette annonce, la ministre a annoncé qu'il n'impacterait pas les structures et qu'elle irait piocher dans les fonds de réserve et dans les fonds publics nationaux qui ont des disponibilités de roulement. Nous entendons bien que cette mesure sera prise une seule fois. S'il est encore pris une mesure d'économies, il n'y aura plus de fonds de roulement. Nous allons devoir travailler sur des budgets en baisse pour 2025.

**Comment va se dérouler cette année 2024 ?**

Nous attendons que les notifications telles qu'elles avaient été attribuées soient versées à hauteur de 100 %. Après, nous allons regarder le projet de rectification et scruter les annonces du Premier ministre, notamment sur l'assurance chômage. Celui-ci envisage de réduire les indemnités et la période d'indemnités, de renforcer le système de dégressivité. C'est très inquiétant pour les annexes 8 et 10 (qui prévoient les règles d'indemnisation des techniciens et des artistes, ndlr).

**Qui seront les premières victimes ?**

Les artistes et les techniciens seront les premières victimes. Une structure a des coûts fixes et irréductibles avec le personnel permanent, l'entretien du bâtiment... Et nous n'avons pas le choix. Un théâtre doit être en ordre de marche. Tout cela est aussi assuré par des personnes précaires. Quand vous avez des restrictions budgétaires, ce sont ces personnes qui font les frais de ces mesures. Si vous avez une diminution des enveloppes, il y aura moins de représentations, donc moins de contrats pour les artistes et les techniciens. Mais nous l'observons déjà. En 2023, le nombre de contrats a augmenté mais le volume des heures a baissé. En fait, il y a plus de gens qui travaillent mais moins. Nous essayons de répartir les heures pour être solidaires les uns avec les autres. Sinon, certains vont se retrouver sans travail.

**Après la crise sanitaire, est-ce que le volume de l'activité n'avait pas atteint un seuil jamais égalé ?**

Avec le Covid, deux saisons ont été annulées. Des spectacles n'ont pas pu être joués. Nous avons alors dit aux artistes : nous allons vous reprogrammer. Pour les spectacles en cours, nous avons dit la même chose. Nous nous sommes battus pour que les subventions soient maintenues. Et l'argent que nous avons conservé, nous l'avons réinvesti dans l'activité. Nous avons fait des saisons exceptionnelles en 2021 et 2022. Nous avons fait travailler des artistes qui ont été empêchés de le faire pendant deux ans. C'est la logique de la solidarité. On a appelé cela l'embouteillage. Mais, aujourd'hui, il se passe le contraire. Les compagnies n'arrivent plus à monter les projets en production et ne trouvent plus de dates.

**Qu'en est-il du public ?**

C'est impressionnant la rapidité à laquelle il est revenu. Nous sommes à des taux de remplissage atteignant les 90 %. Nous avons même constaté un renouvellement du public. Tout allait bien. Nous avons vécu soixante-dix années de décentralisation et de politique ambitieuse qui sont détruites en l'espace de quatre ans.

**Que pensez-vous du plan Mieux produire, mieux diffuser ?**

Nous avons alerté sur la logique de ce plan. Nous avons beaucoup écrit sur la transition écologique. Nous étions dans une forme de surchauffe qui a conduit à des procédures de travail écocides. Il y avait une logique absurde. Nous avons prévenu le gouvernement. Aujourd'hui, nous refusons que nos analyses soient utilisées et détournées pour mettre en place un plan d'austérité. Les crédits pour la création du programme 131 sont le cœur de l'activité. Il faut évoluer dans une logique d'investissement. Or nous allons vers une casse sociale.

**Dans une lettre, vous avez souhaité alerter les parlementaires.**

Nous leur avons écrit pour les mobiliser. Un débat doit être lancé. Ces questions doivent être débattues. Qu'est-ce qui est prioritaire et qu'est-ce qui le n'est pas ? L'État doit dire s'il compte préserver le service public et comment il partage la richesse. C'est maintenant beaucoup d'inquiétude. Nous travaillons avec l'ensemble des organisations syndicales pour mobiliser les élus, les habitants. Nous sommes dans la pédagogie. Il faut expliquer. Nous n'allons pas baisser les bras avant d'être battus. Il existe des solutions alternatives. La culture est un service public. Comme

l'éducation, la santé... Et tous ces secteurs sont appauvris. S'ils n'existent plus, nous perdons une dimension. Nous enlevons du sens. Nous devons tous fonctionner dans une symbiose, en solidarité.